



PRÉFET DE L'ARDECHE

Délégation Départementale
de l'ARS Rhône Alpes

ARRETE PREFECTORAL n° 2015-264-ARSDD07SE-07
Déclarant d'utilité publique les travaux de captage
et les mesures de protection de la ressource,
Autorisant la production d'eau
et sa distribution pour la consommation humaine

Renforcement des ressources en eau potable
Maître d'ouvrage : Commune de PRANLES
Captage : LA PRANLETTE
Commune : PRANLES

Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 215-13 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1, R. 126-1 à R. 126-3, R. 126-36 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015 106-0011 daté du 16 avril 2015 portant ouverture de l'enquête publique préalable à l'autorisation de prélèvement et à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux de prélèvement et de dérivation des eaux et à l'instauration des périmètres de protection autour du captage « LA PRANLETTE » situé sur la commune de PRANLES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015 106-0012 daté du 16 avril 2015 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration de cessibilité des immeubles nécessaires aux travaux de prélèvement et de dérivation des eaux et à l'instauration des périmètres de protection autour du captage « LA PRANLETTE » situé sur la commune de PRANLES ;

VU la délibération en date du 18 juillet 2013 de la commune de PRANLES demandant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative au captage et à la protection de la source « LA PRANLETTE » ;

VU le dossier d'enquête publique établi en janvier 2014 par le Syndicat Départemental d'Équipement de l'Ardèche ;

VU le courrier daté du 25 avril 2014 du maire de la commune de PRANLES de demande d'ouverture d'une enquête publique et une enquête parcellaire conjointes en vue de déclarer d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux et les mesures de protection du captage de la Pranlette, de mettre en compatibilité les documents d'urbanisme et d'autoriser la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, accompagné du dossier dressé le 16 janvier 2014 par le Syndicat départemental d'équipement de l'Ardèche ;

VU l'avis de M. Jérôme GAUTIER, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département de l'Ardèche, dans son rapport daté du 16 juin 2013 ;

VU l'avis daté du 15 mai 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité territoriale Drôme-Ardèche) ;

VU l'avis daté du 3 juin 2014 du directeur départemental des territoires, service urbanisme et territoires ;

VU l'avis daté du 22 septembre 2014 du directeur départemental des territoires, service environnement ;

VU le rapport portant avis à la demande d'autorisation au titre du code de la santé publique, de la délégation départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes en date du 9 octobre 2014.

VU l'avis daté du 9 octobre 2014 de la délégation départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes dans son courrier adressé à la commune de PRANLES ;

VU les conclusions et l'avis datés du 8 juillet 2015 de M. Jean Marie DURIEU, commissaire enquêteur ;

VU l'avis daté du 10 septembre 2015 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ardèche ;

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable de la commune de PRANLES, et d'autoriser les travaux de dérivation d'une eau de source,

CONSIDERANT qu'il est d'utilité publique d'assurer la protection de la qualité des eaux par la détermination d'un périmètre de protection immédiate, d'un périmètre de protection rapprochée et d'un périmètre de protection éloignée autour du point de prélèvement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

ARRETE

ARTICLE 1 - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique, au titre des articles L 215.13 du code de l'environnement et L. 1321-2 du code de la santé publique :

- les travaux de dérivation des eaux de la source "LA PRANLETTE" à entreprendre par la commune de PRANLES,
- l'aménagement et l'exploitation de la source « LA PRANLETTE » située sur le territoire de la commune de PRANLES,
- la délimitation des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage de la source de « LA PRANLETTE »,
- l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection contre la pollution des eaux.

L'indice BSS du captage est le 08413X0046.

Les coordonnées en Lambert II étendues du captage sont : X = 775 785 ; Y = 1 976 457 ; Z = 650.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (P.P.I.)

2-1 – Localisation

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.I. occupe en section P01 du plan cadastral de la commune de PRANLES, les parcelles n°134 et n°135 pour parties.

2-2 – Propriété

La commune de PRANLES, ci-après dénommée Personne Responsable de la Production et de la Distribution d'Eau (P.R.P.D.E.) doit acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées à l'article notification du présent arrêté, les terrains utiles à la réalisation du projet et à la constitution du P.P.I.

Les terrains inclus dans le P.P.I. resteront la propriété de la P.R.P.D.E., tant que le captage servira pour l'alimentation publique en eau destinée à la consommation humaine.

2-3 – Aménagements

Le P.P.I. est entouré d'une clôture solide et infranchissable, d'une hauteur minimale de 1,50m, interdisant l'accès aux animaux ainsi qu'à toute personne étrangère à l'exploitation. L'accès se fait à partir d'un portail fermant à clef. Ce portail est suffisamment large pour permettre toutes interventions utiles sur les ouvrages.

Une plaque rappelant l'interdiction de pénétrer et les coordonnées de l'exploitant à contacter en cas d'urgence, est apposée sur le portail d'entrée.

2-4 – Interdictions et urbanisme

Le P.P.I. est classé en zone naturelle ou agricole et matérialisé dans les documents de planification urbaine de la commune de PRANLES.

Dans la zone délimitée par le P.P.I., sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le contrôle des ouvrages de captage.

2-5 - Entretien

La surface est entretenue sans dépression, ni ravinement. La couverture herbacée est entretenue par fauchage (l'utilisation de pesticides est proscrite). Les produits issus de la fauche sont évacués hors du périmètre. Les repousses d'arbres et d'arbustes sont régulièrement éliminées. Chaque intervention sera consignée dans le fichier sanitaire mentionné à l'article 8.

2-6 - Accès

L'accès au P.P.I. se fait par la voie communale n°53 et par un chemin d'exploitation. La P.R.P.D.E. obtient, par acte notarié, une servitude de passage sur ce chemin d'exploitation, une servitude l'autorisant à l'entretenir et une servitude l'autorisant à passer des canalisations.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (P.P.R.)

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.R. occupe :

- en section P01 du plan cadastral de la commune de PRANLES, les parcelles n° 280 et une partie de la parcelle n°135,
- en section A du plan cadastral de la commune de PRANLES, les parcelles n° 303, 304, 305, 307, 308, 309, 310, 317, 516, 542, 543 et une partie des parcelles n°301, 302, 311, 312, 316, 319, 544 et 545.

Un panneau installé au niveau de chaque voie publique d'accès, indique l'entrée dans une zone de protection des eaux et les coordonnées du gestionnaire du captage en cas de pollution constatée.

A l'intérieur du P.P.R. sont interdits ou réglementés toutes les activités et tous les rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau prélevée et notamment :

3-1- Mesures générales de protection de la ressource

Sont interdits :

- tout nouveau prélèvement d'eau par pompage ou captage de source, à l'exception des ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable et des ouvrages destinés à protéger les captages contre les pollutions accidentelles
- toute installation de géothermie et de pompe à chaleur,
- le fonçage de nouveaux puits, forage ou piézomètre à l'exception de ceux destinés à l'alimentation en eau potable
- l'installation d'un déversoir d'orage,
- l'établissement de nouvelles canalisations collectives d'eaux usées, brutes ou épurées, à l'exception du raccordement d'habitation existante,
- l'établissement de nouvelles canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible d'altérer la nappe,

- le stockage de produit toxique ou radioactif ou de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- le rejet de produit toxique ou radioactif ou de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- le dépôt de matières fermentescibles,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières à ciel ouvert,
- l'ouverture et le remblaiement d'excavation à ciel ouvert d'une profondeur supérieure à 1m, les mouvements de terre importants (banquette de culture),
- la création de mare, étang ou lac collinaire,
- l'implantation d'éolienne,

Sont réglementés

- les puits, piques, forages ou sources existants pour le captage de l'eau :
 - o la P.R.P.D.E. recense ces ouvrages dans le délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté,
 - o les ouvrages recensés sont maintenus en bon état et fermés de manière inviolable et étanche pour limiter les risques de contamination des eaux souterraines par des eaux infiltrées,
 - o en cas de dysfonctionnement, les ouvrages recensés sont mis en sécurité contre l'introduction d'eaux parasites (clapet anti-retour, surélévation et étanchéisation de la tête de puits),
 - o la conformité des ouvrages recensés est vérifiée tous les cinq ans.

3-2- Mesures spécifiques à l'occupation du sol

Sont interdits :

- l'établissement de toute nouvelle construction superficielle, même provisoire, autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de captage,
- le changement de destination d'un bâtiment existant,
- la création de piscine enterrée,
- la création de terrains de golf et de terrains militaires.
- les puits d'infiltration destinés à l'évacuation d'eaux pluviales,
- l'installation d'ouvrages de traitement des eaux usées par infiltration dans le sol ou le sous-sol et le rejet d'eaux usées traitées dans le milieu hydraulique superficiel sauf en cas de traitement tertiaire des paramètres microbiologiques,
- la création ou l'agrandissement de cimetière,
- l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- la création d'activités artisanales ou industrielles,
- l'établissement d'aire de camping, caravanning ou de parc résidentiel de loisir,
- l'établissement de centre de stockage de déchets ultimes (classes I, II et III),
- l'établissement d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement,
- l'établissement de déchetterie.

3-3- Mesures liées aux activités agricoles

Sont interdits :

- le stockage par voie humide de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- le stockage de lisier, purin ou jus d'ensilage, de fumier et autres déjections solides, d'engrais organique, d'engrais chimique et de pesticides,
- l'épandage et le rejet de boues de station d'épuration, de lisier, purin ou jus d'ensilage, de fumier non composté et autres déjections susceptibles d'induire une contamination microbiologique de l'aquifère, d'engrais chimique et de pesticides,
- l'utilisation de désherbants ou de débroussaillants,
- l'installation de bâtiment d'élevage,

- l'installation de stabulation libre découverte,
- l'installation prolongée de points de fixation du bétail (abreuvoir, pierre à sel, mangeoire),
- la création de parc d'élevage, le parcage des troupeaux, l'élevage et le pâturage intensif avec apport extérieur d'aliment et d'eau,

Sont réglementés :

- les animaux d'élevage peuvent pâturer de manière extensive et temporaire, les abreuvoirs et mangeoires sont mobiles et ils sont déplacés régulièrement.

3-4- Mesures liées aux activités forestières

Sont interdits :

- le dessouchage,
- le défrichage intensif des surfaces boisées,
- le débardage par temps de pluie,
- l'établissement de dépôt de bois de grand volume (usage professionnel) et prolongés (plus de 6 mois), le traitement de ces bois (antifongique, insecticide...),
- l'ouverture de pistes d'exploitation,
- l'utilisation de désherbants ou de débroussaillants,
- la fertilisation chimique des sols forestiers, seuls les composts organiques matures sont autorisés,
- l'utilisation et l'épandage, y compris par voie aérienne, d'autres produits phytosanitaires tels que les insecticides et les fongicides pour le traitement sauf cas de force majeure (absence de solution alternative) ou si les produits utilisés sont connus comme non nocifs. Dans ces cas particuliers, une information précise doit être faite à la collectivité,
- la création de vergers, de potagers et l'établissement de cultures nécessitant une fertilisation ou des traitements phytosanitaires.

Sont réglementés :

- les surfaces exploitables par coupe rase sont limitées à des placettes de 20ares disposées en damier pour limiter les effets de l'érosion et dans les limites d'un plan de prévention qui intégrera :
 - une déclaration de travaux auprès de la collectivité laquelle établira un état des lieux initial puis final après travaux,
 - une information aux entreprises d'exploitation avant toute intervention, de l'existence des périmètres de protection autour du captage et des dispositions à respecter lors des travaux.
 - Le tronçonnage des bois est réalisé sur place,
 - A l'issue de la coupe, les dessertes existantes doivent être remises en état (les creux et les ornières créés doivent être comblés, damés et nivelés pour éviter toute stagnation des eaux).
- Le plein en carburant des engins utilisés se fait en dehors du P.P.R.,
- Le passage sur les pistes forestières traversant le P.P.R. est limité aux véhicules forestiers et à ceux des propriétaires ou ayants-droit des parcelles concernées,
- Tout projet de modification des pistes forestières et de tires de débardage existantes situées dans le périmètre de protection rapprochée, devra obligatoirement intégrer des mesures visant à réduire le risque de pollution accidentelle ou chronique : dispositif anti-reversement en bordure de voie, imperméabilisation des fossés, continuité du réseau d'évacuation des eaux pluviales. Tous travaux de ce type doit faire l'objet d'une déclaration en mairie et être réalisés par temps sec, sur sol ressuyé ou gelé pour éviter tout risque de turbidité au droit du captage.

3-5- Mesures liées à la parcelle n°135

Le passage des animaux et des engins liés à l'exploitation agricole sont autorisés pour leur permettre d'accéder aux parcelles situées plus en aval.

3-6- Mesures liées à l'habitation située sur la parcelle n°304 section A lieu dit « Les Costes »

Cette habitation doit rester à vocation d'habitation individuelle.

Tout projet d'extension fera l'objet d'un avis favorable du préfet, le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé (nommé par le préfet et rémunéré par le pétitionnaire).

3-7- Mesures liées à la voie communale n°53

Tout projet de modification de ce chemin doit faire l'objet d'une déclaration avec notice d'impact à la commune et doit intégrer des mesures visant à réduire le risque de pollution accidentelle ou chronique (dispositif anti-renversement en bordure de chaussée, imperméabilisation des fossés et continuité du réseau d'évacuation des eaux pluviales). La notice doit être transmise aux autorités sanitaires pour avis.

Dans le cas d'un curage ou d'un recalibrage des fossés, une étanchéité du fond doit être restaurée.

Toutes les précautions doivent être prises lors de travaux d'entretien du chemin pour empêcher les pollutions par les hydrocarbures. Les travaux sont réalisés par temps sec et sol ressuyé. Le stationnement des engins se fait en dehors du périmètre de protection rapprochée.

3-8- Mesures diverses

Sont interdits :

- la création de nouvelle voie de circulation, à l'exception de celles nécessaires à l'entretien des ouvrages de captage,
- le camping sauvage et le stationnement des caravanes et camping-cars,
- l'établissement de parcours équestre,
- la pratique des sports mécaniques sur circuit fermé.

Sont réglementés :

- les dispositifs d'assainissement non collectif existants :
 - o la P.R.P.D.E. les recense dans le délai de un an à compter de la notification du présent arrêté,
 - o en cas de dysfonctionnement, une mise aux normes en vigueur est effectuée,
 - o les dispositifs d'assainissement non collectif sont contrôlés tous les cinq ans,

Les terrains correspondant au périmètre de protection rapprochée sont classés en zone agricole ou naturelle dans le document de planification urbaine de la commune de PRANLES.

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire qui veut créer une activité, une installation, un ouvrage non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté ou effectuer des travaux non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté, dans le P.P.R., fait connaître son intention au préfet, en précisant les caractéristiques de son projet.

Le préfet fait connaître son avis et les éventuelles prescriptions destinées à préserver la ressource en eau dans un délai maximal de trois mois à partir de la réception de tous les renseignements ou documents demandés. Sans réponse de l'administration au terme de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (P.P.E.)

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.E. occupe :

- en section A du plan cadastral de la commune de PRANLES, les parcelles n° 299 et 318 et une partie des parcelles n°287, 288, 319, 544 et 609,

Le curage des lacs existants est autorisé.

Sont réglementés :

- le pâturage doit rester de type extensif. Les abreuvoirs sont alimentés sans débordement et sont déplacés régulièrement. Ils sont positionnés à l'écart des talwegs pour limiter le lessivage des abords par les eaux de ruissellement,
- les parcelles agricoles doivent conserver leur vocation, leur exploitation doit exclure les pratiques intensives. Toute utilisation de produits pouvant altérer la qualité des eaux souterraines est déconseillée,

A l'intérieur du P.P.E., tout projet, cité ci-après, susceptible d'altérer la qualité de la nappe fait l'objet d'un avis favorable du préfet, le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé (nommé par le préfet et rémunéré par le pétitionnaire).

- la recherche et le captage de sources, les mouvements de terre importants (création de banquettes de culture, chemin étagant fortement le profil des versants ...),
- l'implantation d'éoliennes,
- la création de retenues d'eau,
- l'exploitation de carrière à ciel ouvert,
- la création de terrains de golf ou de terrains militaires,
- les constructions nouvelles à usage d'habitation,
- le camping, la pratique des sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre,
- la création de cimetières ou l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement présentant un risque de pollution des eaux souterraines,
- les dépôts et stockages de toute nature (ordures ménagères, immondices, détritiques, produits radioactifs et toxiques, hydrocarbures, produits chimiques, eaux usées, lisiers, fumiers, engrais liquides, produits fermentescibles), et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- l'utilisation et l'épandage de lisiers, eaux usées, engrais liquide.

ARTICLE 5 - MISE EN CONFORMITE DU POINT DE CAPTAGE ET DES PERIMETRES DE PROTECTION

5-1 – Périmètres de protection

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de la publication du présent arrêté sur les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, il est satisfait aux obligations de mise en conformité fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, hormis les articles 2-2 et 2-3. L'article 2-3 est respecté dans le délai de 2 ans après acquisition des terrains, sans préjudice des mesures prises en vertu de l'article 11 du présent arrêté.

Les travaux suivants sont réalisés dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté :

- la surverse située entre le bassin de réception et le premier bassin de décantation doit être rehaussée,
- l'extrémité du tuyau acheminant les eaux des drains présente un coude à 90° qu'il convient de mettre en position verticale,
- mise en place d'une crépine sur le départ du tuyau d'adduction dans l'ouvrage de réception/décantation,
- mise en place d'une crépine sur le départ du tuyau situé dans le collecteur,
- mise en place d'une crépine sur le départ du tuyau situé dans le regard qui coiffe la source historique,
- mise en place d'une fermeture à clapet sur les extrémités des trop-pleins/vidanges,
- suppression de toute installation autre que publique.

5-2 – Ouvrage de captage

L'ouvrage de captage est neuf, il se compose de trois bacs de réception/décantation et d'un pied sec. Chaque bassin est équipé d'une bonde de trop-plein/vidange qui permet d'évacuer les eaux en aval. L'ouvrage accueille les eaux provenant du collecteur des drains et les eaux provenant de la source historique.

Les travaux suivants sont réalisés dès notification du présent arrêté) :

- installation d'un compteur général à l'aval de l'installation de captage,
- des robinets de prise d'échantillon d'eau brute aménagés de façon à permettre le remplissage des flacons, son flambage du robinet et l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

5-3 - Travaux liées à l'habitation située sur la parcelle n°304 section A lieu dit Les Costes »

Le diagnostic du système d'assainissement autonome doit être réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, des travaux de mise aux normes sont entrepris le cas échéant.

ARTICLE 6 - AUTORISATION DE PRODUCTION D'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à prélever l'eau de la source « LA PRANLETTE » selon les modalités techniques figurant au dossier d'enquête publique, et dans les conditions fixées dans le présent arrêté et à mettre en service l'unité de traitement ci-dessous pour sa potabilisation.

La filière de traitement se compose des 2 modules suivants :

1. désinfection par injection de chlore liquide.
Cette désinfection sera installée dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.
2. neutralisation à la soude (NaOH) permettant d'atteindre un pH légèrement supérieur à 8, sans mise à l'équilibre calco-carbonique, conformément à la circulaire DGS/SD7/2004/557 du 25 novembre 2004 relative aux mesures correctives à mettre en œuvre pour réduire la dissolution du plomb dans l'eau destinée à la consommation humaine.
Cette neutralisation sera installée dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

La surveillance et le pilotage de la filière de traitement est assurée par :

- des robinets de prise d'échantillon d'eau traitée aménagés de façon à permettre le remplissage des flacons, le flambage du robinet et l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).
- un système d'alerte interrompant l'injection de soude dès que le pH de l'eau traitée est supérieur à 9 ou dès que le pHmètre est hors service
- la formation du personnel au fonctionnement, au suivi et au risque de ce type de système et la mise à sa disposition du matériel de contrôle du bon fonctionnement.

Ces installations de traitement se situent au niveau du réservoir du village. Un local technique abrite l'ensemble du dispositif de traitement. Une porte métallique munie d'une serrure de sécurité interdit l'accès aux ouvrages de traitement. Un système de détection d'intrusion est mis en place. Ce local est ventilé (ventilation haute et basse) et équipé hors gel.

ARTICLE 7 - AUTORISATION DE DISTRIBUTION DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à distribuer l'eau prélevée dans la source « LA PRANLETTE »

Le captage alimente en permanence pour l'unité de gestion de la commune de PRANLES, le réseau de distribution suivant :

- o Unité de distribution de « La Charrière » comprenant sur la commune de PRANLES les hameaux de Chamarouan, La Pranlette, Pré Neuf, Le Vernet, Le Narsas, Les Crozes, Pivernet, La Charrière haute, Le Clap, Le Coulet, La Sagnole, L'Hubac, La Grange, Le Vernas, Le Petit Pont, La Charrière basse et La Roulande.

ARTICLE 8 -SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, dans les conditions prévues à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique. En outre elle tient à jour un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations relatives aux mesures prises pour la protection de la ressource et le fonctionnement des installations.

Ce fichier sanitaire est tenu à la disposition du préfet. La P.R.P.D.E. porte à sa connaissance tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

Tout dépassement des normes de qualité fait l'objet d'une enquête menée par la P.R.P.D.E. pour en rechercher l'origine et être suivi de mesures correctives. L'usage de l'eau peut être immédiatement suspendu par la P.R.P.D.E., sous son initiative ou à la diligence du préfet jusqu'à ce qu'une nouvelle analyse révèle le respect des normes de qualité. En cas de persistance de ces dépassements, l'autorisation peut être retirée ou un système de traitement peut être rendu obligatoire par le préfet.

Le contrôle sanitaire réglementaire incombe au préfet. La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la P.R.P.D.E. selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir le préfet sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 - ALERTE

Toute personne à l'origine ou témoin, d'un incident dans les périmètres de protection susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource exploitée, doit en informer sans délai la personne responsable de la production de l'eau, le maire de la commune concernée ou la direction départementale de la protection civile.

En cas de pollution accidentelle des eaux, la P.R.P.D.E. activera le plan d'intervention qu'elle aura élaboré pour limiter les conséquences du sinistre et préserver la sécurité des usagers du réseau de distribution d'eau.

ARTICLE 10 - INDEMNITES

Les aménagements et indemnités nécessaires à la mise en place des périmètres de protection seront conduits à la diligence de la personne responsable de la production de l'eau.

La P.R.P.D.E indemnise le cas échéant les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ainsi que les propriétaires fonciers et toute personne exerçant une activité directement impactée par les servitudes du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION ET PUBLICATION DES SERVITUDES

Le présent arrêté est porté à la connaissance du public conformément aux articles R1321-13-1 et R1321-13-2 du code de la santé publique.

Il est notifié, par les soins et à la charge de la P.R.P.D.E., sous pli recommandé avec avis de réception, à chacun des propriétaires et usufruitiers des parcelles intéressées par l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée; dans la huitaine qui suit cette notification, les propriétaires et usufruitiers sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres personnes intéressées sont tenues, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi elles seront déchues de tout droit à l'indemnité.

Les servitudes prévues au présent arrêté seront transcrites dans les documents d'urbanisme de commune de PRANLES dans un délai d'un an.

En outre, le présent arrêté sera :

- affiché en mairies de PRANLES, pendant une durée minimale de 2 mois ; mention de cet affichage sera insérée dans 2 journaux locaux à la diligence de la P.R.P.D.E. ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture à la diligence de l'agence régionale de santé – délégation départementale de l'Ardèche.

Le maire de PRANLES conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 12 - DELAIS DE RECOURS ET DROITS DES TIERS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article L 421-1 du code de justice administrative :
 - o par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- en ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative :
 - o par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 13 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation, dans les conditions fixées par celui-ci.

L'expropriation est réalisée au plus tard 5 ans après la notification du présent arrêté. Les effets de la présente déclaration d'utilité publique peuvent être prorogés une fois pour une durée au plus égale, sans nouvelle enquête préalable, par un acte pris dans la même forme que le présent arrêté. Toute autre prorogation ne peut être prononcée que par décret en conseil d'état.

En cas d'absence d'acquisition à l'amiable ou d'expropriation effectuée dans les conditions citées à l'alinéa précédent, la présente déclaration d'utilité publique est réputée caduque.

ARTICLE 14 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

La P.R.P.D.E est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le maire de la commune de PRANLES doit veiller au respect des prescriptions du présent arrêté relatives aux périmètres de protection, dans le cadre de sa police administrative de salubrité publique.

ARTICLE 15 - SANCTIONS PENALES

Toute personne qui ne respecte pas les prescriptions mentionnées dans le présent arrêté s'expose à des sanctions administratives et/ou pénales prévues par la loi.

ARTICLE 16 - DECLARATIONS DE MODIFICATIONS

Conformément à l'article R. 1321-11 du code de la santé publique, la P.R.P.D.E. déclare au préfet tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans le présent arrêté et lui transmet tous les éléments utiles pour l'appréciation du projet, préalablement à son exécution.

Le préfet statue sur cette déclaration dans un délai de deux mois, soit en prenant un arrêté modificatif, soit en invitant ladite personne -le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue

agréé- à solliciter une révision du présent arrêté. A défaut de décision dans ce délai, le projet de modification sera réputé accepté.

Le changement du titulaire de la présente autorisation, sans modification des conditions d'exploitation, doit faire l'objet d'une déclaration au préfet, qui modifiera le présent arrêté d'autorisation.

ARTICLE 17 - MESURES EXECUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, la déléguée départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de PRANLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Ardèche et dont copie sera adressée :

- au maire de PRANLES,
- à la déléguée départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes ;
- au directeur départemental des territoires, services police de l'eau et urbanisme,
- au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- au président du conseil départemental de l'Ardèche.

Privas, le 21 SEP. 2015

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Paul-Marie CLAUDON

Protection du captage de la Pranlette – Commune de PRANLES (07)



